



Compte rendu CGT-FSU du CHSCTM du 18 octobre 2017

Délégation CGT-FSU: Fabrice Brucker, Isabelle Lepla, Daniel Bro et Laurent Moragues

[Déclaration préalable CGT-FSU ci jointe.](#)

Motion adoptée à l'unanimité par les membres du CHSCTM

Réponses de l'administration :

Sur le Projet de Loi de Finance : pas d'approfondissement dans cette instance.

Sur le plan d'action du CHSCTM suite à l'examen de juillet 2017, pas de débat ... sauf qu'il n'y a pas de plan d'action de décidé en séance, le projet de PV du CHSCT M du 12 juillet 2017 n'ayant pas été communiqué !

Il s'agit pourtant de la seule source pour discuter du plan d'action.

Le PV de la séance du 12 juillet 2017 n'est pas approuvé, le projet de PV ayant été communiqué au secrétaire ... la veille !

Tableau des accidents graves, mortels et des suicides :

Sur un accident à la DIR Med, le CHSCT local fait des préconisations sur l'aménagement des fourgons.

Il est dommage que ces préconisations ne soient pas élargies à l'ensemble des DIR ...

Le DRH répond qu'elles seront transmises à la DIT, et que plus généralement les propositions des commissions d'enquêtes doivent alimenter les travaux du groupe de travail du CHSCT M relatif à la santé et la sécurité des agents des Dirs.

Sur l'accidentologie : rien que sur l'accidentalité sur zone d'intervention en Dir, 149 accidents en 2016 (contre 108 en 2014) et nous apprenons la modification du guide 2 sur les interventions sur chaussées séparées sans information du CHSCTM !

L'engagement du DRH au CHSCT M n'est pas respecté ...

Nous ré-exigeons un examen par le CHSCT M de tout projet de modification des guides d'intervention, en préalable à leur diffusion, comme s'y était engagé le DRH.

De même nous dénonçons l'organisation de « journées de la sécurité des personnels des autoroutes » conjointement par la DIT et les sociétés d'autoroutes, sans aucune information au CHSCT M !

Le DRH déclare avoir aussi appris cette opération de Com par la presse (!) et déclare se rapprocher de la DIT pour préciser les choses ...

L'ensemble des représentants du personnel s'oppose à la modification des conditions de recensement des suicides présenté en CHSCT M.

Le ministère ne souhaite plus y présenter que les suicides reconnus imputables au service !

Ce qui revient à casser le thermomètre pour considérer qu'il n'y a plus de fièvre !
Scandaleux !

Sur le plan d'action en l'absence de l'envoi des documents, 2 chantiers prioritaires sont présentés :

- Traçabilité de l'exposition à l'amiante :
 - ✓ les employeurs doivent remplir des attestations et des fiches d'exposition
 - ✓ une concertation doit permettre de lever rapidement les obstacles qui font que les services ne remplissent que peu ces obligations.
- Suivi post professionnel aux CMR :

Là encore l'administration reconnaît que les chefs de service ne remplissent pas leurs obligations ; des consignes doivent rapidement être données pour y remédier.

- Situation de personnes victimes d'accident de service ayant des éléments de rémunération provenant du « service fait » :

Un Groupe de Travail spécifique va être créé avec pour objectif un projet de texte pour la fin de l'année comprenant une extension de la protection fonctionnelle ainsi qu'une prise en charge des pertes de rémunération.

Bilan des accidents de service et des maladies professionnelles :

65 accidents avec plus de 90 jours d'arrêt figurent au bilan social ... alors que seulement 5 accidents de ce type ont été examinés en CHSCTM !

L'administration nous propose d'illustrer la prévention par la présentation des TMS à la DGAC.

La CGT intervient sur les conditions de travail des agents à la reprographie et à la cellule dossier de la DRH à l'Arche.

Le DRH répond que le sujet est en cours de traitement et sera vu au CHSCT de l'administration centrale de vendredi.

L'annonce du projet de fermeture de la Dter Ile de France du CEREMA faite aux cadres, puis aux agents, par mail (!) par le directeur général est dénoncée.

Après débat et interruption de séance permettant une concertation des représentants du personnel, une motion est adoptée à l'unanimité :

« Les membres du CHSCT-M dénoncent la violence de [l'annonce](#) faite par le directeur général aux agents du Cerema de la fermeture de la Direction territoriale Ile de France à l'horizon 2020. L'ensemble des membres du CHSCT-M exige une expertise au sens de [l'article 55 du décret 82-453](#) sur les conséquences et sur les conditions de travail du projet de réorganisation en cours au Cerema. »

Alors que la sécurité et la santé des personnels se dégradent, les CHSCT sont supprimés par « les ordonnances Macron ».

Tout ne se règle pas dans les CHSCT ; mais sans les CHSCT la situation risque de se dégrader encore.

Toutes et tous en grève et dans les manifestations le 16 novembre 2017 contre la réforme du Code du travail et pour défendre la Fonction Publique !

Les représentants CGT-FSU au CHSCT M.